

SOMMAIRE

- **Alstom : mobilisation sur fond de restructuration mondiale**
- **Suicide à France Télécom : le PDG reconnaît le lien avec le travail**
- **Barreau du Val d'Oise : avocats en grève pour plus de moyens**
- **Salaires : reprise pour les cadres ?**
- **Journaliste : une profession marquée par la précarité**
- **Salaire des fonctionnaires : Baroin refuse de discuter de l'essentiel**
- **Comité de pilotage des régimes de retraite : 1^{ère} réunion sous tension**
- **Temps de travail : une étude de l'OCDE renvoie Merkel dans les cordes**

ÉDITO

DE LA PURTA DEL SOL À SYNTAGMA, JEUNES DIPLÔMÉS EN RÉVOLTE



Le 29 mai dernier, c'est à coup de gaz lacrymogène que quelques centaines d'« indignés » français ont été évacués par la police des marches de l'Opéra Bastille où ils tentaient de manifester leur solidarité avec les manifestants de la Puerta del Sol à Madrid ou de la place Syntagma d'Athènes et peut-être donner un signal pour construire quelque chose ici. La réponse expéditive à un mouvement qui n'a manifestement pas la même implantation dans notre pays ne doit cependant pas nous dispenser de nous interroger sur la portée sociale et politique de ces manifestations. Tous les observateurs ont bien noté comme pour le « Printemps arabe » la formidable puissance des réseaux sociaux dont on a pu mesurer qu'ils pouvaient produire plus que des apéros géants. Pour le sociologue de l'Université d'Alicante Antonio Alaminos, « l'une des raisons fondamentales de cette

mobilisation, c'est le blocage de l'insertion par le travail, c'est-à-dire que le fait de faire des études ne soit plus récompensé par un emploi ». Au point que l'on recommence à parler d'émigration économique et de « fuite des cerveaux » des jeunes espagnols et portugais vers d'autres pays de l'Union. Selon Miguel Angel Martinez, président de l'association des ingénieurs industriels de la capitale espagnole, « voici cinq ou six ans, le flou actuel post-diplôme n'existait pas ! Les étudiants ingénieurs signaient pour un emploi stable tout de suite ». Aujourd'hui, une fois diplômés, les Bac + 5 embrayent souvent sur une année de stage, « payée autour de 800 euros par mois », constate-t-il. Après un an, ces vétérans du CV peuvent commencer à décrocher un CDI... rémunéré 1 200 à 1 500 euros net. On comprend, dès lors, la forte participation de ces jeunes qualifiés et diplômés aux mobilisations. Si pour l'heure ces mobilisations ne se sont pas encore structurées en France, il vaut mieux ne jurer de rien. Car même avec des nuances, notre pays ne tient pas plus ses promesses en matière d'insertion par l'emploi et la qualification. C'est à « bizutage social » en règle que les jeunes diplômés sont soumis avec les stages hors cursus, les CDD à répétition. Et s'ils font « Tanguy » chez papa maman avant de choisir la « coloc », c'est sans doute plus par nécessité que par aspiration.

La CGT des cadres, ingénieurs et techniciens voit dans le développement de ces mobilisations des raisons supplémentaires de travailler avec ces jeunes diplômés toutes les revendications visant à payer la qualification et à permettre leur insertion dans l'entreprise et dans la vie sociale.

Alstom : mobilisation sur fond de restructuration mondiale



Les syndicats européens d'Alstom avaient appelé lundi 30 mai à une journée d'action pour réclamer une réduction des suppressions de postes prévues dans le cadre d'une restructuration mondiale visant plus de 4 000 emplois dans le monde dans la branche Energie. En Allemagne, les actions ont touché plusieurs des 24 sites que compte le groupe dans le pays avec notamment une manifestation ayant réuni 1 400 personnes à Mannheim (sud-ouest), où 470 postes d'Alstom Power doivent être supprimés. L'Allemagne est le pays le plus touché par le plan de restructuration annoncé en octobre, qui vise d'ici mars 2012 environ 4 000 postes. En France, le site de Belfort (branche Energie) est le seul site français affecté par la restructuration, avec plus d'une centaine d'emplois qui devraient disparaître.

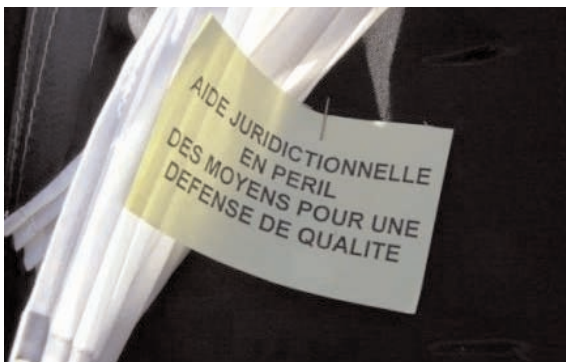
Suicide à France Télécom : le PDG reconnaît le lien avec le travail

Le PDG de France Télécom-Orange, Stéphane Richard, a demandé le 1^{er} juin que le suicide d'un de ses salariés, qui s'est immolé par le feu le 26 avril à Mérignac (Gironde), soit reconnu « sans attendre » comme un « accident de service ».

La décision du PDG de France Télécom fait suite à un rapport réalisé par le médiateur du groupe, Jean-François Colin. Selon la direction, il a estimé que les circonstances du suicide du salarié « constituent une présomption d'imputabilité de son décès à l'exercice de son activité ». « Sur la base de cette recommandation et sans attendre les résultats des autres enquêtes en cours (justice, CHSCT) », Stéphane Richard a demandé « à ce que l'imputabilité au service de ce drame soit prononcée afin d'engager le processus d'indemnisation de la famille ».



Barreau du Val-d'Oise : avocats en grève pour plus de moyens

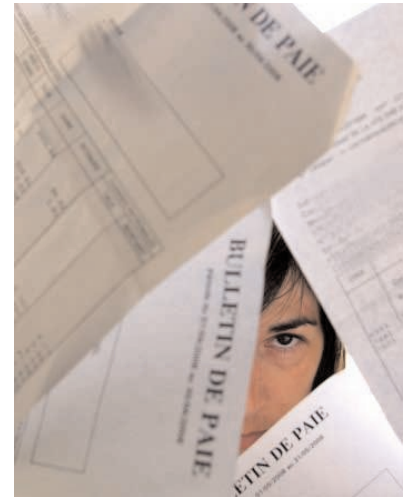


Les avocats du Barreau du Val-d'Oise ont décidé de se mettre en grève à partir de mercredi 1^{er} juin, jour de l'entrée en vigueur de la réforme de la garde-à-vue, pour « dénoncer le manque de moyens dont dispose la justice ».

En avril, les avocats du Barreau de la Seine-Saint-Denis ont également décidé de se mettre en grève pour dénoncer « la dégradation constante » de leurs conditions d'exercice au titre de l'aide juridictionnelle. En mai, les avocats du Barreau de Meaux (Seine-et-Marne) ont suivi une grève de 10 jours contre « les conditions d'indemnisation dérisoires » qu'on leur « promet », mais aussi « l'impossibilité d'accéder aux dossiers durant la garde à vue ».

Salaires : reprise pour les cadres ?

Selon le 9^{ème} édition du baromètre du cabinet de recrutement Expectra, les salaires des cadres seraient repartis à la hausse début 2011 après trois années de stagnation, voire de baisse... Au point que les rédacteurs de cette étude parlent de sortie de crise. La comptabilité et les finances affichent les plus fortes progressions, avec des rémunérations qui « *augmentent en moyenne de 4 %* », tout comme « *l'ingénierie dont les revenus grimpent de 2,9 %* » par rapport à la même période l'an passé, détaille ce baromètre. Certains cadres voient même leurs salaires grimper de plus de 10 % : « *c'est notamment le cas de la comptabilité et des finances où la fonction de contrôleur de gestion connaît une hausse de 10,8 % par rapport à l'an passé, ou encore celui du marketing et du commerce où le salaire de l'ingénieur d'affaires progresse de 11,5 % cette année* », d'après le cabinet de recrutement. A l'autre bout du spectre, d'autres filières s'en sortiraient moins bien comme « *l'informatique où les revenus ne gonflent que de 0,4 %, le secteur restant frileux après avoir passé trois années relativement difficiles* ».



Journaliste : une profession marquée par la précarité



L'hebdomadaire *Marianne* publie samedi sur son site Internet une enquête sur « *Le travail réel des journalistes* », qui décrit « *un travailleur fatigué, inquiet et bousculé* ». L'enquête a été menée par le cabinet d'études Technologia, qui avait réalisé un rapport sur la souffrance au travail à France Télécom. Plus de la moitié des journalistes ayant répondu au questionnaire sont des « *reporters rédacteurs* ». 69 % travaillent en CDI et près d'un tiers « *évolue dans une situation précaire (CDD, pige...)* ». Les trois-quarts des journalistes interrogés travaillent en presse écrite. L'information Web vient en seconde position (19 %), soulignant l'émergence de ces nouveaux supports. Viennent ensuite la télévision (16 %) et la radio (16 %). La profession des

journalistes, « *percutée de toute part* », « *vit actuellement trois profondes mutations* », souligne le cabinet : « *profonde rupture dans les modes de consommation des lecteurs, mais aussi des auditeurs et des télé-spectateurs* » ; mutation « *du modèle économique* » ; « *rupture dans le métier* » : « *les journalistes ne sont plus les seuls à traiter les +nouvelles+ et parfois l'événement peut même se passer d'eux* ». 68 % des répondants estiment être contraints de travailler plus vite qu'avant, 73 % déclarent que leur charge de travail a augmenté ces dernières années et 55 % considèrent que leur travail a une incidence négative sur leur santé.

Salaires des fonctionnaires : Baroin refuse de discuter de l'essentiel

A l'appel unitaire de leurs huit syndicats (CGT, CFDT, FO, FSU, Unsa, Solidaires, CFTC et CGC), les fonctionnaires se sont mobilisés mardi 31 mai pour leurs salaires et ont revendiqué une revalorisation du point d'indice qui sert de base au calcul des traitements. Mais ils se sont heurtés à une fin de non recevoir du gouvernement. Quelques 150 manifestations ont été recensées dans tout le pays. Pas encore assez pour obliger le gouvernement à changer de posture : le ministre du Budget et de la Fonction publique, François Baroin, a fait savoir dès mardi matin qu'il n'y aurait « *pas de réouverture des négociations* » sur le point d'indice. Après une rencontre avec un directeur de cabinet, ce qui en dit long sur le mépris de ce gouvernement pour les 5,2 millions de fonctionnaires, Jean-Marc Canon (CGT) a indiqué au nom de toutes les organisations : « *le gouvernement ne veut rien entendre et il y a donc là un casus belli* », a-t-il ajouté, annonçant que les syndicats allaient « *se revoir très rapidement* » pour « *développer ensemble la riposte* ».



Comité de pilotage des régimes de retraite : 1^{ère} réunion sous tension



La première réunion du Comité de pilotage des régimes de retraite s'est tenue ce mardi 31 mai. Après une introduction du ministre Xavier Bertrand, en charge de la présidence du Comité, chaque organisation syndicale a présenté une déclaration (déclaration CGT : www.cgt.fr/Comite-de-pilotage-des-regimes-de.html). A l'exception de la CFE-CGC, toutes les organisations ont réaffirmé leur hostilité à une réforme injuste et inefficace. Côté patronal, le Medef a

exprimé sa satisfaction quant à la mise en œuvre d'une réforme qu'il appelait de ses vœux. Il a rendu hommage au courage du gouvernement... Une discussion s'est ensuite engagée sur l'adoption d'un avis, conformément à la loi, portant sur la situation financière des régimes et sur la réalisation de l'objectif d'équilibre en 2018. Visiblement, le ministre chargé de la Sécurité sociale escomptait un accord unanime sur le projet d'avis présenté. La CGT a fait savoir qu'elle se prononcerait contre ainsi que la CFDT. Le Directeur de la Sécurité sociale, prenant le relais de Xavier Bertrand, appelé à d'autres occupations, renonçait finalement à faire adopter l'avis et indiquait que faute de celui-ci, un communiqué du ministre serait envoyé à la presse.

Temps de travail : une étude de l'OCDE renvoie Merkel dans les cordes

La chancelière allemande devrait tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant de fustiger les vacances et les systèmes de retraite des pays d'Europe du Sud, qu'elle juge bien trop généreux, notamment en Grèce, Espagne et Portugal.

En effet, selon une étude de l'OCDE et d'Eurostat, « *les Allemands travaillent beaucoup moins (sur l'année, sur leur vie) que les Européens du sud. Ils ne travaillent pas non plus plus intensément* ». La durée annuelle moyenne du travail d'un Allemand (1 390 heures) est ainsi beaucoup plus faible que celle d'un Grec (2 119 heures), d'un Italien (1 773 heures), d'un Portugais (1 719 heures), d'un Espagnol (1 654 heures) ou d'un Français (1 554 heures), attestent les chiffres publiés en 2010 par l'OCDE. « *La performance de productivité par tête de l'Allemagne est dans la moyenne des pays du sud, celle de la productivité horaire est au-dessus de la*



moyenne mais pas meilleure que celle de la France ou de la Grèce », précise également Natixis. Si l'âge légal de départ à la retraite est plus tardif outre-Rhin (65 ans actuellement, 67 ans dans le futur), les Portugais et les Espagnols travaillent de facto plus longtemps, avec un âge effectif moyen de départ en retraite de 62,6 et 62,3 ans, contre 62,2 ans pour les Allemands. Les Grecs ne sont pas loin derrière (61,5 ans). Seuls les Français (60 ans) et les Italiens partent en retraite en moyenne deux ans plus tôt, souligne encore l'étude.